



Pourquoi cinq institutions norvÃ©giennes ont-elles suspendu leurs liens avec des universitÃ©s israÃ©liennes ?

Description

Par Jan Petter Myklebust, le 5 avril 2024



La suspension par cinq établissements d'enseignement supérieur de leurs liens avec des universités israéliennes qu'ils jugent complices de la guerre menée par le gouvernement israélien à Gaza a suscité des réactions mitigées en Norvège.

Les universités norvégiennes qui ont pris ces mesures sont l'université OsloMet, l'université du sud-est de la Norvège, l'université de Bergen, l'école d'architecture de Bergen et l'université Nord.

Dans un communiqué de presse du 14 février, l'université OsloMet a annoncé la suspension de son accord d'échange avec l'université de Haïfa et s'est engagée à ne pas conclure de nouveaux accords de coopération globale avec des universités et des établissements d'enseignement supérieur israéliens.

Selon une déclaration sur le site web étudiant de l'université, le conseil d'administration de l'université a condamné l'attaque d'Israël sur Gaza et a déclaré son soutien à la direction de l'université en ce qui concerne l'élargissement du programme des universitaires

À risque, l'arrêt de l'interruption des contrats d'approvisionnement avec des fournisseurs liés à l'armée israélienne ou aux colonies illégales, et la promotion du dialogue entre les universitaires palestiniens et israéliens sur la paix et la coopération.

Quelques jours plus tard, l'université du sud-est de la Norvège (USN) a annoncé qu'elle mettait fin à ses accords avec l'université de Haifa et le *Hadassah Academic College* en Israël.

« Les autorités israéliennes ont choisi d'ignorer les déclarations de la Cour internationale de justice et n'ont rien fait pour améliorer la situation humanitaire. C'est la raison pour laquelle nous ne souhaitons plus avoir d'accord de coopération avec les universités israéliennes », a déclaré Pia Cecilie Bing-Jonsson, rectrice de l'USN.

Cette révélation fait suite à une information parue le 17 janvier selon laquelle l'université de Bergen avait pris la décision, dès le 11 décembre 2023, de rompre sa collaboration avec l'académie israélienne *Bezalel* des arts et du design, en raison de l'implication de l'académie dans la fourniture d'uniformes et d'équipements à l'armée israélienne.

L'École d'architecture de Bergen aurait également mis fin à sa collaboration avec l'académie *Bezalel*.

Décision de boycotter

Plus récemment, le 7 mars, le conseil d'administration de l'université de Bergen a refusé d'imposer un boycott général des universités israéliennes, mais a autorisé les différentes facultés à décider de leurs propres boycotts.

C'est ainsi que la faculté de droit de l'université a décidé, le 19 mars, de mettre fin à un accord d'échange avec l'université de Tel-Aviv. « Je suis très heureux de cette décision », a déclaré le professeur Terje Einarsen de la faculté de droit de l'université de Bergen dans un communiqué de presse. « Il s'agit d'une décision importante et correcte au regard de la situation à Gaza et de l'atteinte à la liberté académique des Palestiniens en Cisjordanie », a-t-il ajouté.

Le 23 janvier, la *Nord University* a également rendu publique sa position sur la fin de la coopération avec les institutions israéliennes, en publiant une déclaration appelant à un cessez-le-feu immédiat. « Nous sommes consternés par les attaques d'Israël contre la population civile et les infrastructures vitales, ainsi que par la situation humanitaire catastrophique à Gaza », a déclaré l'université.

L'université a indiqué qu'elle avait conclu des accords d'échange avec deux universités israéliennes différentes « sans aucune activité ».

Nord a déclaré qu'elle « cesserait toute activité dans le cadre de ces accords » et qu'elle ne conclurait pas de nouveaux accords avec des universités israéliennes jusqu'à un nouvel ordre.

« Par ailleurs, nous participons à un projet de recherche financé par l'Union européenne avec des participants israéliens. Dans le cadre de ce projet, nous prenons en considération les recommandations de l'UE », a déclaré l'entreprise.

Toutes les universités ne sont pas d'accord

Toutes les universités n'ont pas décidé de prendre position contre la coopération israélienne.

Par exemple, en novembre 2023, la direction de l'Université d'Oslo a résisté à une pétition signée par plus de 300 membres du personnel appelant à un boycott académique d'Israël.

Malgré la pression exercée par le personnel et les étudiants, l'université n'a pris aucune décision, ce qui a donné lieu à des critiques publiées dans la lettre d'information de l'université.

Hege Yvonne Hermannsen, professeur à l'université OsloMet et chercheur à l'université d'Oslo, a donné un aperçu de la façon dont de nombreux universitaires norvégiens perçoivent la situation.

« Il est largement admis que les universités doivent veiller au respect de notre principe éthique clé : ne pas nuire. La Cour internationale de justice, ainsi que des centaines d'universitaires et d'experts dans ce domaine, ont déclaré qu'il était plausible qu'Israël commette un génocide à Gaza », a déclaré M. Hermannsen à *University World News*.

« Il est également bien documenté, par exemple dans le livre de Maya Wind « *Towers of Ivory and Steel* », que les universités israéliennes ont contribué à l'oppression et à l'occupation des Palestiniens pendant de nombreuses décennies. Elles expriment également leur soutien au génocide en cours. En outre, toutes les universités de Gaza ont été détruites par les bombes et le secteur de l'enseignement supérieur est en train d'être radicalement », a-t-elle déclaré.

Cette situation amène les universités du monde entier à se poser trois questions : premièrement, la collaboration institutionnelle avec les universités israéliennes est-elle conforme au principe « ne pas nuire » ? Deuxièmement, pouvons-nous collaborer avec des institutions qui privent les étudiants et les universitaires palestiniens de leur liberté académique ?

« Enfin, la collaboration institutionnelle avec les universités israéliennes est-elle conforme à nos obligations au titre de la convention sur le génocide, à la suite des mesures provisoires prises par la Cour internationale de justice ? De nombreuses universités constatent de plus en plus que la réponse à ces questions est non : nous ne pouvons pas collaborer avec des institutions qui expriment leur soutien à un génocide en cours », a-t-elle conclu.

Le boycott : un instrument non violent

SAIH, l'organisation de solidarité internationale composée de 44 organisations norvégiennes ayant des liens avec des établissements d'enseignement supérieur, a publié un communiqué de presse le 8 mars pour défendre le boycott académique d'Israël.

« En décembre 2023, le conseil d'administration de SAIH a décidé de soutenir l'appel des universitaires norvégiens à signer un appel au boycott académique d'Israël. Au vu des réalités en Palestine, nous pensons que cet instrument non violent devrait être mis à l'essai », a déclaré le SAIH.

La déclaration de la SAIH condamne à la fois la souffrance humaine à Gaza et ce qu'elle appelle l'« épistémicide » ou le « scolasticide » en cours, qui, selon elle, détruit systématiquement tout un système de connaissances : « Les forces israéliennes ont bombardé toutes les universités de Gaza et tué au moins 94 professeurs d'université, des centaines d'enseignants et des milliers d'étudiants. »

La présidente de la SAIH, Selma Matsdotter Bratberg, a déclaré à *University World News* qu'un outil comme le boycott académique « ne peut pas être laissé sans essai ».

Mme Bratberg a déclaré que la SAIH attendait de toutes les institutions norvégiennes d'enseignement supérieur qu'elles « prennent le débat sur le boycott académique au sérieux, en évaluant concrètement la situation des étudiants et des universitaires palestiniens à la lumière des propres lignes directrices des universités et de la collaboration éthique en matière de recherche, et pas seulement en tant que débat de principe ».

Torkel Brekke, professeur d'études religieuses à l'école norvégienne de théologie, de religion et de sociologie, a déclaré à *University World News* que les appels au boycott des institutions israéliennes par les universités norvégiennes ne datent pas d'hier.

« Il y a eu des initiatives en Norvège pour boycotter les institutions culturelles et académiques israéliennes pendant des décennies, de sorte que les décisions récentes ne peuvent pas être comprises exclusivement dans le contexte de la guerre actuelle à Gaza », a-t-il déclaré.

« Le contexte historique est le suivant : l'extrême gauche norvégienne a aussi intégré un programme antisioniste dans une plus large mesure que dans la plupart des autres pays occidentaux à partir des années 1970. Après 2000, avec les déceptions liées à l'achèvement du processus de paix et à l'expansion des colonies israéliennes, l'appel au boycott s'est fait plus pressant », a-t-il ajouté.

La « limite de l'hypocrisie »

Aaron Ciechanover, éminent professeur d'université au Technion-Israel Institute of Technology et lauréat du prix Nobel de chimie 2004, a donné à *University World News* un point de vue plus

ironique sur les appels au boycott.

« J'espère que les Norvégiens, en ce qui concerne leur boycott, retireront des rayons de leurs magasins tous les produits israéliens à qui ils cesseront de vendre des ordinateurs équipés de puces israéliennes, qu'ils cesseront de vendre des dispositifs de stockage USB, qu'ils cesseront de cultiver ou d'acheter des produits agricoles développés en Israël, etc.

J'espère aussi, et c'est tout aussi important, qu'en attendant sincères, leurs hôpitaux retireront de leurs pharmacies les médicaments israéliens basés sur le savoir, comme le *Velcade* et le *Lenalidomide* (ou pomalidomide) pour le traitement du myélome multiple malin (et de l'amylose), qui ont été développés sur la base de la découverte du système de l'ubiquitine (le prix Nobel de chimie 2004 décerné à Herskko et à moi-même) ».

« Que les oncologues norvégiens soient déçus et fidèles aux principes de leur vocation et qu'ils cessent de traiter les patients cancéreux mourants avec les médicaments les plus efficaces. »

« Il y a une limite à l'hypocrisie », a-t-il déclaré.

Jan Petter Myklebust est le directeur du Bureau des Relations Internationales à l'Université de Bergen, en Norvège.

Source : [University World News](#)

Traduction ED pour l'Agence Média Palestine

date créée
2024/04/07